



Conseil économique  
et social

Distr.  
LIMITÉE

E/AC.51/1997/L.4/Add.1  
26 juin 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

COMITÉ DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION  
Trente-septième session  
9 juin-3 juillet 1997  
Point 8 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT

Rapporteur : Mme Sharon BRENNEN-HAYLOCK (Bahamas)

Additif

EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET  
FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (POINT 3)

Note du Secrétaire général sur la réforme de l'Organisation  
et son impact sur la Commission économique pour l'Amérique  
latine et les Caraïbes

1. À ses 5e et 6e séances, les 11 et 12 juin 1997, le Comité a examiné la note du Secrétaire général sur la réforme de l'Organisation et son impact sur la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (E/1997/5).

2. Le Comité a été informé que la Commission avait mis au point un processus d'établissement de l'ordre de priorité des activités du programme ordinaire de travail pour l'exercice biennal 1998-1999. En application de la résolution 553 (XXVI) de la Commission, un groupe de travail ad hoc ouvert à tous les États membres de la CEPALC a été institué avec mandat de déterminer, en consultation avec le Secrétaire exécutif, les priorités du programme de travail de la Commission et de proposer les orientations stratégiques de ses activités futures. Ce groupe de travail ad hoc a tenu sa première réunion à Santiago du 29 au 31 juillet 1996.

Débat

3. Les délégations ont noté que la CEPALC avait commencé d'appliquer une série de mesures de réforme et de développement institutionnel bien avant le récent train de réformes du système des Nations Unies. Les efforts de réforme et de modernisation de la CEPALC ont notamment porté sur la rationalisation du fonctionnement des forums intergouvernementaux, la planification stratégique et la formation des administrateurs de rangs intermédiaire et supérieur.

4. Les délégations se sont référées à la deuxième réunion du groupe de travail ad hoc, tenue à New York le 5 juin 1997, à laquelle il a examiné les résultats de l'ordre de fixation des priorités et les grandes lignes du nouveau programme pilote de gestion que la CEPALC appliquera après examen et approbation des États membres de la Commission, compte également tenu des déclarations faites durant cette réunion par les membres du groupe de travail ad hoc. Les délégations ont noté que le projet pilote visait essentiellement à décentraliser l'autorité dans certains domaines de la gestion des ressources humaines et de la gestion budgétaire, afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité et de renforcer l'exercice des responsabilités.

5. Les délégations ont exprimé leur appui au sens général des activités de réforme engagées par la CEPALC et ont félicité la Commission d'avoir été choisie pour lancer un projet pilote sur le nouveau programme de gestion au sein de l'Organisation. La plupart des délégations ont souligné que la CEPALC continuait de jouer un rôle crucial dans la croissance économique, le développement et l'intégration régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes.

6. Les délégations ont également exprimé un jugement favorable quant à l'utilité de fixer l'ordre de priorité des activités. Certaines ont noté que cela pourrait servir d'exemple aux autres régions. Tout en exprimant leur appui aux mesures de réforme actuellement menées par la CEPALC, dont la fixation de l'ordre de priorité des activités, une délégation a fait observer que ceux qui en étaient chargés auraient eu grand intérêt à disposer d'informations sur les incidences financières des diverses activités énumérées dans le programme de travail de la Commission. On a souligné que ces informations auraient contribué à mieux mettre en relation les activités jugées prioritaires et le montant des ressources affectées à leur exécution.

7. Une délégation a souligné l'importance d'apporter les aménagements nécessaires au programme de travail de la CEPALC, conformément aux recommandations du Comité qui figurent aux alinéas d)   f) du paragraphe 184 de son rapport sur les travaux de la deuxième partie de sa trente-sixième session<sup>1</sup>. La même délégation s'est en outre félicitée du dialogue que les pays des Caraïbes et le secrétariat du siège de la CEPALC ont ouvert pour trouver les moyens de répondre adéquatement aux préoccupations et intérêts de la sous-région des Caraïbes.

8. Certaines délégations ont informé le Comité que les représentants du Marché commun du Cône sud (MERCOSUR) et ceux des pays de la Région de coopération économique de la mer Noire s'étaient récemment rencontrés à Bucarest pour examiner les moyens de renforcer leur coopération dans les domaines d'intérêt commun.

#### Conclusions et recommandations

9. Le Comité a pris note du document E/1997/5.

#### Note

<sup>1</sup> A/51/16 (Part II), à paraître en tant que Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 16 (A/51/16).